

CA 20N
AJ
- 7035

Copyright
Publication

FAMILY SUPPORT PLAN

GARNISHMENT OF FEDERAL GOVERNMENT FUNDS

Money owed to you by the Federal Government will be garnisheed because your spousal/child support payments are in arrears. The authority to garnishee the money is allowed by Federal Law (the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* or FOAEA).

The following Federal payments may be garnisheed:

- Income Tax Refunds
- Unemployment Insurance Benefits (UIC)
- G.S.T. Rebates
- Canada Pension Plan Payments (CPP)
- Old Age Security Act Payments (OAS)
- Interest earned on Canada Savings Bonds
- National Training Act Payments
- Western Grain Stabilization Act Payments
- Canadian Dairy Commission Act Payments
- Agricultural Stabilization Act Payments

100% of Income Tax Refunds, interest earned on Canada Savings Bonds and G.S.T. Rebates may be deducted. 50% of all other Federal payments may be deducted to pay regular support payments and arrears.

If you are receiving Unemployment Insurance Benefits (UIC), please remember:

- there will be an **8 to 12 week delay** between the time the support payments are deducted from your UIC cheque and the time the Family Support Plan receives the deducted money from the Federal Government and disburses the money to the support recipient;
- up to 50% of each UIC payment may be deducted;
- when the deduction for support payments starts, the first affected UIC cheque will be later than usual (up to two weeks). Subsequent UIC cheques may also be delayed;
- **to reduce delays it is important that you immediately complete and return your UIC claim cards.**

There will also be an 8 to 12 week delay between the time support payments are deducted from your income tax refund, CPP or OAS payments and the time the Family Support Plan receives the deducted money from the Federal Government.

Please note that the Family Support Plan cannot credit your account until the money is received from the Federal Government. If there has been an overpayment of support as a result of the garnishment, contact the Family Support Plan. You may receive a refund.

The Federal Government will charge you an administrative fee of \$81.00 per year for the expense they have incurred in processing this garnishment. This fee will only be deducted from the portion of your federal payment that is not applied to support. The Family Support Plan is not responsible for this fee. Any questions regarding this fee should be directed to the Federal Department of Justice, Family Law Assistance, Systems Section, Ottawa, Ontario, K1A 0H8.

If you do not agree with the amount of arrears stated in the garnishment, please write to the Family Support Plan, regional office, where your case is filed.

If you would like to change the amount deducted for support arrears from each Federal payment, you may enter into an arrears payment schedule with the Family Support Plan. Simply make a proposal to the Family Support Plan stating how much you can pay each month towards the support arrears in addition to the regular support payments. Put the proposal in writing, complete a financial statement and mail the proposal and completed financial statement to the Family Support Plan office where your case is filed. You can obtain a financial statement form by calling 1-800-267-7263 (326-1818 in the Metro Toronto calling area).

The Family Support Plan cannot assist you if you would like to change the amount of support you must pay. You may wish to consult a lawyer in this case. This is a matter between you and the support recipient.

Remember that you must put your case number on all your correspondence with the Family Support Plan.

For additional information regarding the garnishment of Federal monies or the payment of spousal/child support, contact the Family Support Plan by calling 1-800-267-7263 (326-1818 in the Metro Toronto calling area) or writing the Regional Office of the Family Support Plan where your case is filed.

SAISIE-ARRÊT DE SOMMES VERSÉES PAR LES AUTORITÉS FÉDÉRALES

Des sommes que vous doivent les autorités seront saisies-arrêtées pour régler un arriéré dans vos versements de pension alimentaire pour le conjoint/les enfants. La saisie-arrêt de ces sommes est autorisée par la loi fédérale (*Loi sur l'aide à l'exécution des ordonnances et ententes familiales*).

Les sommes suivantes provenant des autorités fédérales peuvent être saisies-arrêtées :

- Remboursements de l'impôt sur le revenu
- Prestations d'assurance-chômage
- Remises de TPS
- Prestations du Régime de pensions du Canada
- Pension au titre de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*
- Intérêt provenant des Obligations d'épargne du Canada
- Prestations au titre de la *Loi nationale sur la formation*
- Prestations au titre de la *Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest*
- Prestations au titre de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*
- Prestations au titre de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*

Les remboursements d'impôt sur le revenu, l'intérêt provenant des Obligations d'épargne du Canada et les remises de TPS peuvent être saisis-arrêtés à 100 p. 100, et toutes les autres prestations, jusqu'à 50 p. 100, afin de payer la pension alimentaire régulière et les arriérés.

Si vous recevez des prestations d'assurance-chômage, veuillez noter :

- qu'il y aura un **intervalle de 8 à 12 semaines** entre le moment où la pension alimentaire est retenue sur votre chèque d'assurance-chômage et le moment où le Régime des obligations alimentaires envers la famille reçoit la somme retenue des autorités fédérales et la verse au bénéficiaire de la pension;
- que la déduction peut s'élever jusqu'à 50 p. 100 de chaque prestation d'assurance-chômage;
- qu'une fois commencée la déduction de la pension alimentaire, le premier chèque d'assurance-chômage affecté vous parviendra plus tard que d'habitude (jusqu'à deux semaines). Les chèques d'assurance-chômage subséquents pourront également être retardés;
- **que pour réduire les retards, il est important que vous remplissiez et retourniez immédiatement vos cartes de réclamation d'assurance-chômage.**

Il y aura aussi un intervalle de 8 à 12 semaines entre le moment où la pension alimentaire est retenue sur votre remboursement d'impôt sur le revenu ou vos prestations du régime de pensions du Canada ou de sécurité de la vieillesse, et le moment où le Régime des obligations alimentaires envers la famille reçoit la somme retenue des autorités fédérales.

Veuillez noter que le Régime des obligations alimentaires envers la famille ne peut créditer votre compte avant de recevoir l'argent des autorités fédérales. S'il y a un trop-payé de pension alimentaire par suite de la saisie-arrêt, veuillez communiquer avec le Régime des obligations alimentaires envers la famille. Vous pourriez recevoir un remboursement.

Le gouvernement fédéral vous imputera la somme de 81 \$ par année pour couvrir les frais engendrés par le traitement de la saisie-arrêt. Ces frais seront prélevés uniquement sur la fraction du paiement fédéral qui n'est pas affecté à la pension alimentaire. Le Régime des obligations alimentaires envers la famille n'est pas responsable de ces frais. Si vous avez des questions au sujet de ces frais, veuillez vous adresser au ministère fédéral de la Justice, aide au droit de la famille, section de l'informatique, Ottawa (Ontario) K1A 0H8.

Si vous contestez le montant de l'arriéré figurant dans l'avis de saisie-arrêt, veuillez écrire au bureau régional du Régime, qui est chargé de votre dossier le Régime des obligations alimentaires envers la famille.

Si vous voulez qu'une somme différente soit retenue, au titre de l'arriéré de pension alimentaire, sur chaque versement des autorités fédérales, vous pouvez vous entendre avec le Régime des pensions alimentaires envers la famille sur un échéancier de liquidation de cet arriéré. Il suffira de faire au Régime une proposition où vous indiquerez combien vous pourrez payer chaque mois au titre de l'arriéré, en sus des versements réguliers de pension alimentaire. Faites votre proposition par écrit, dressez un état financier et envoyez les deux par la poste au bureau du Régime des obligations alimentaires envers la famille, qui est chargé de votre dossier. Vous pouvez obtenir une formule d'état financier en téléphone au numéro 1-800-267-7263 (326-1818 pour la région métropolitaine de Toronto).

Le Régime des obligations alimentaires envers la famille ne peut vous aider si vous voulez modifier le montant de la pension alimentaire que vous êtes tenu de payer. Vous aurez intérêt à consulter un avocat dans ces cas. Il s'agit d'une question à régler entre vous et le bénéficiaire de la pension.

N'oubliez pas indiquer le numéro de votre dossier dans toute correspondance avec le Régime des obligations alimentaires envers la famille.

Pour plus de détails sur la saisie-arrêt de l'argent provenant des autorités fédérales ou sur le paiement de la pension alimentaire pour conjoint/enfant, téléphonez au Régime des obligations alimentaires envers la famille au numéro 1-800-267-7263 (326-1818 dans la région métropolitaine de Toronto) ou écrivez au bureau régional du Régime, qui est chargé de votre dossier.

3 1761 11470103 0